

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la croissance économique mondiale, l'aide au développement et sur la protection de l'environnement au niveau international, Paris le 31 mai 1989.

Mesdames et messieurs,

- C'est avec un vrai plaisir que je vous accueille ici, comme j'ai coutume de le faire pratiquement chaque année à l'issue de votre première journée de travail au siège de votre organisation que la France s'honore d'abriter.

- Notre rencontre annuelle est maintenant une sorte de tradition je viens de vous le rappeler et j'y suis attaché. Cela permet à la fois de ramasser les quelques sujets essentiels qui retiennent nos attentions et aussi de reprendre contact avec vous mesdames et messieurs dont je sais l'importance du travail.

- Je ne sais pas naturellement quelles sont les conclusions auxquels vous parviendrez demain mais quand je réfléchis à la situation économique et sociale du monde, je suis tenté de mettre en exergue trois séries de grandes questions.

- D'abord, celles qui touchent au progrès économique et à la justice sociale dans nos pays. Cette année, l'économie mondiale est entrée dans sa septième année consécutive de croissance soutenue. Situation exceptionnelle en durée et en qualité qui résulte dans une large mesure, des efforts de coopération et de coordination des politiques économiques mis en oeuvre particulièrement dans le cadre des institutions internationales multilatérales, parmi lesquelles l'OCDE occupe une place de premier plan.

- Cette croissance saine et vigoureuse est évidemment indispensable à la réduction du chômage et permet d'introduire plus de justice dans le fonctionnement de nos sociétés. Il s'agit pour moi, pour vous aussi j'imagine, d'une préoccupation fondamentale car je ne crois pas au succès durable des politiques économiques lorsqu'elles accentuent ou simplement maintiennent en l'état les déséquilibres sociaux.

- Il s'agit d'un acquis fragile et pour le préserver, il convient de définir un ensemble de mesures à prendre dans le domaine de la politique monétaire, dans celui des budgets publics et dans la mise en oeuvre de réformes qui visent à améliorer en profondeur l'efficacité, le rendement de nos économies, de façon à atténuer ou à écarter les menaces que l'on peut discerner. De ce point de vue on distingue spécialement trois menaces : un ralentissement dans la résorption des déséquilibres extérieurs, un risque de résurgence de l'inflation, plus ou moins marqué selon les pays, enfin une tendance à la baisse du volume d'épargne dans les pays les plus développés.

La croissance économique mondiale faut-il le répéter a besoin d'un système monétaire international souple mais ordonné qui réduise les incertitudes des agents économiques au lieu de les accroître et qui renforce la confiance des marchés. Les systèmes de change flottants ont fait dans le passé la preuve de leur inefficacité, alors que depuis quelques années, certaines formes de coopération, depuis les accords du Plaza ou du Louvre en particulier, ont permis d'obtenir des résultats encourageants.

- Je suis convaincu que l'intérêt bien compris de chacun et de la Communauté internationale dans son ensemble, est de redéfinir avec pragmatisme, mais dès que possible, un accord de change

explicite, fondé sur des principes et des procédures claires, comportant l'engagement, en cas de nécessité, d'intervenir sur les marchés et de corriger les politiques monétaires et budgétaires.

- La croissance mondiale se nourrit du développement des échanges internationaux de biens et de services. C'est une vérité de La Palice. On a besoin quelquefois de le rappeler. Ce développement suppose en particulier que dans le cadre de négociations globales et confiantes, le protectionnisme soit combattu sous toutes ses formes et que la levée des restrictions porte sur l'ensemble des biens et des services. Tant que la tentation de stigmatiser - il y a une expression "entre la paille et la poutre" je ne vais pas la reprendre, - tant que cette tentation de voir chez les autres ce qui n'est pas normal en oubliant ses propres défauts, ne sera pas surmontée les discussions resteront à la surface des problèmes et ne pourront s'inscrire dans la durée.\

Second sujet qui doit à mon sens être au coeur de nos préoccupations : le développement.

- Un peu partout dans le cadre de mes fonctions mais aussi pour exprimer mes convictions je le rappelle sur les différentes tribunes où je suis appelé à me rendre. Il ne peut y avoir de croissance harmonieuse de l'économie mondiale sans une amélioration du niveau de vie des pays en développement.

- Certes, la croissance et le développement de ces pays seront en grande partie assurés par la mise en oeuvre de politiques économiques saines fondées sur l'investissement et le renforcement de l'épargne locale qui implique dans certains cas le retour des capitaux expatriés.

- Mais la solidarité internationale doit également jouer son rôle dans l'aide aux pays les plus pauvres, les moins développés, par l'ouverture du système d'échanges internationaux, en prenant des mesures appropriées pour atténuer l'effet désastreux des fluctuations des recettes d'exportation des produits de base et en assurant les transferts de technologie nécessaires.

- De même qu'elle doit se traduire par le maintien de flux financiers adéquats et à cet égard si certains pays accroissent le volume de leur aide publique au développement, ce n'est pas le cas de beaucoup d'autres. La baisse du taux d'aide publique au développement de l'ensemble des pays de l'OCDE - j'ai bien dit la baisse - est de 0,35 % en 1985 à 0,34 en 1987 du Produit Intérieur Brut est à mes yeux une évolution très inquiétante surtout si l'on pense à l'objectif fixé par les organisations internationales 0,7 % du Produit Intérieur Brut.

- La France se flatte d'avoir préservé parmi les grands pays industriels son rôle de leader mais elle peine elle-même à voir progresser ses contributions et certains autres pays doivent bien songer que sans leurs contributions, on verra se perpétuer une situation déjà ancienne, très ancienne à savoir que le flux financier du Sud vers le Nord est finalement depuis des années plus important que le flux du Nord vers le Sud.\

Vous savez que de nombreux pays sont freinés dans leurs efforts de développement par la charge de leur dette. Je ne vais pas m'attarder sur ce sujet dont tout le monde parle.

- Je rappellerai simplement qu'au Sommet de Toronto, j'avais saisi les chefs d'Etat et de gouvernement l'an dernier et que mes collègues avaient accepté de réduire de façon significative par différents moyens les paiements liés au service de la dette pour les pays les plus pauvres. Le Club de Paris est parvenu à un consensus au mois de septembre 1988 sur les conditions de mise à exécution de cette décision. Ceci a représenté un progrès.

- Vous savez aussi que pour 35 pays les plus pauvres, les plus endettés, la France a décidé d'aller plus loin puisque j'ai annoncé récemment à Dakar - c'était la semaine dernière - que le gouvernement français soumettrait au Parlement un projet de loi annulant la totalité de nos créances d'aide publique, ce qui représente pour nous un encours de dette d'environ 16 milliards de francs.

- Pour les autres pays endettés, particulièrement auprès des banques commerciales, bien entendu, le problème subsiste.

- C'est pourquoi, toujours au nom de la France, j'ai proposé lors d'une session aux Nations unies - c'était en septembre dernier - une initiative visant à s'intéresser aux pays dits intermédiaires afin aussi de réduire le poids de leur dette dès lors que ces pays acceptent de mettre en marche des politiques économiques courageuses.

- Cette idée a fait son chemin, elle a été reprise depuis sous des formes un peu différentes par

d'autres pays, la procédure que j'avais recommandée, c'est un élément du dossier, une allocation nouvelle de droits de tirages spéciaux permettant l'alimentation d'une caisse multilatérale d'importance mondiale permettant d'alléger la charge des débiteurs sans oublier bien entendu les créanciers. Les Etats Unis d'Amérique ont fait à cet égard, il faut le reconnaître, au cours de ces derniers temps des initiatives qui révèlent une orientation d'esprit fort intéressante. Je m'en réjouis. Je souhaite à présent que tout soit fait pour que les mécanismes de réduction de l'encours de la dette ou la charge de son service puisse être effectivement réalisés très rapidement. En tout cas la France s'y emploiera puisque j'ai fixé ce sujet en priorité à l'ordre du jour du Sommet des pays industrialisés qui se tiendra les 14, 15 et 16 juillet prochains en France. Un travail important a déjà été entrepris au sein des organisations internationales compétentes sur de nombreux sujets que je vous épargnerai sans quoi mon exposé serait trop long.\

Je veux quand même m'attarder un moment, si vous le voulez bien, sur le troisième problème qui est celui de l'environnement. Fondamental, puisqu'il commande l'avenir des générations qui nous suivent et peut-être la nôtre. Quand je dis la nôtre, je ne confonds pas, je veux dire les contemporains, ceux qui à l'heure actuelle ont la chance de survivre aux dommages déjà causés à notre environnement naturel. C'est-à-dire nous tous.

- La prise de conscience est évidente un peu partout. Chacun sait qu'il faut davantage, plus intelligemment, plus courageusement préserver l'équilibre écologique de l'ensemble de notre planète. De multiples études scientifiques sont à notre disposition sur les sujets les plus variés, les pollutions, les pluies acides, les substances dangereuses, le déboisement, la désertification, la disparition accélérée de nombreuses espèces animales et végétales, j'en passe...

- Un travail très important est déjà entrepris au sein des organisations internationales qui en ont la charge. Je pense à la protection de la couche d'ozone, les émissions d'oxydes d'azote, les mouvements transfrontaliers des déchets toxiques car s'il est un domaine où il n'y a pas de frontière, c'est bien celui-là.

- Récemment, je tiens à vous en informer, cela n'avait pas jusque là été rendu public, j'ai adressé une lettre à tous les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne ainsi qu'à ceux des pays qui participeront au prochain Sommet des pays industrialisés afin que l'accent soit mis sur la lutte contre l'augmentation de la teneur en gaz carbonique dans l'atmosphère. Vous savez que cette production a des sources multiples.

- Une bonne approche des questions liées à l'environnement repose sur une très forte connaissance scientifique et technique. Il nous faut collecter davantage les données. Il faut étudier les phénomènes, évaluer leurs incidences sur les conditions de notre vie. Donc nous devons donner en même temps, c'est même presque par cela qu'il faut commencer, un nouvel élan, une impulsion beaucoup plus forte à la recherche scientifique internationale, afin que les travaux d'observation et de surveillance à l'échelle mondiale, la mise en commun des moyens de recherche soient considérablement développés.

- Enfin, voilà, sans oublier puisque je m'adresse à d'éminents spécialistes que nous devons de plus en plus étudier pour les connaître les applications économiques de la protection de l'environnement. Elles sont multiples. Vous pouvez difficilement demander à un pays en difficulté ou pauvre de renoncer à des plans de développement qui paraîtraient nuisibles à l'environnement de la planète, sans que ce pays ait des garanties et des assurances ou des contreparties. Enfin bref, c'est un sujet immense que nous ne faisons qu'aborder pour l'instant.

- Les indications fournies par les prix, la fiscalité, les subventions aux produits de substitution peuvent être également un moyen de refléter ce que représente le plus exactement possible le coût de notre environnement ou le coût de son entretien.\

Bien entendu, là comme ailleurs, les intérêts s'entrecroisent quand ils ne se contredisent pas. C'est bien le rôle d'une organisation comme la vôtre ou des responsabilités comme la mienne que de s'associer pour répondre le mieux possible à l'ensemble des questions que j'énumère rapidement ou que vous pourriez vous-même poser car c'est de la confrontation des points de vue et des pensées que naîtra la bonne solution. Je vous rappelle cependant l'appel que 24 pays dont la France ont lancé le 11 mars dernier à La Haye. 24 pays auxquels 9 autres se sont joints

dont la France ont lancé le 11 mars dernier à La Haye, 24 pays auxquels 9 autres se sont joints en attendant d'autres adhésions qui sont en cours, afin que l'on puisse disposer d'une autorité mondiale capable de s'attaquer à ce type de problèmes.

- Voici mesdames et messieurs quelques uns des thèmes que je désirais aborder avec vous. Je fais confiance à vos travaux. Ces soucis qui sont les miens sont les vôtres sur aucun des sujets que j'ai abordés, je ne prétends avoir la primeur, disons simplement que j'entends mettre à la disposition des solutions qui seront proposées avec le maximum de moyens dont dispose un pays comme la France. Vous représentez bien d'autres pays. Je vous demande de bien vouloir peser sur des décisions qui seront prises chez vous et qui seront prises aussi dans le cadre de nos réunions communes.

- Voilà ce que je voulais vous dire. J'aurais garde de terminer sans revenir sur mes premières paroles à savoir que je trouve très agréable de vous rencontrer, de vous recevoir, sachant quels pays vous ont délégués, sachant quelle compétence vous représentez, sachant quel dévouement est le vôtre pour la cause commune que nous servons, je reste optimiste. Je pense que l'intelligence des hommes reste capable de résoudre tout problème qui nous est posé surtout quand ce sont des problèmes vitaux.\